

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Je veux tout d'abord remercier les organisateurs de ce débat. Car l'angle que vous avez choisi, celui d'un lien direct entre l'énergie, le climat et l'Arctique, est à mon avis particulièrement pertinent. Il établit en effet un rapport de causalité directe entre nos choix d'aujourd'hui et nos perspectives de long terme, entre nos comportements individuels et notre avenir collectif...

Débarassés des derniers doutes qui pouvaient, il y a quelques années encore, expliquer la difficulté à agir, nous sommes confrontés à notre responsabilité la plus pure. Saurons-nous accepter ce lien que le titre de ces rencontres souligne, entre l'utilisation que nous faisons de l'énergie, ses conséquences sur le climat, et l'avenir des régions arctiques – ainsi bien sûr, au-delà d'elles, que de toute notre Planète ?

Ce lien est avant tout politique, c'est-à-dire qu'il implique des choix complexes, à multiples inconnues, et qui ne souffriront, hélas, aucune réponse univoque. Il ne suffira pas, en effet, de convaincre nos contemporains des dangers des hydrocarbures pour sauver définitivement l'Arctique. Il nous faudra répondre à des questions précises et parfois contradictoires.

La question de notre avenir énergétique, tout d'abord, avec celle de l'exploitation de nouvelles ressources en Arctique. Celle-ci deviendra-t-elle bientôt rentable ? Si oui, quand ?

Nous ne répondrons pas à ces questions sous le seul angle de l'économie. Car ce qui est en jeu, c'est l'intérêt général de l'humanité, qui dépend en partie de l'Arctique... A cet égard, les gains liés à cette exploitation seraient-ils supérieurs à ses coûts et à ses risques ? De nombreux éléments m'incitent à penser le contraire, qu'il s'agisse des dangers technologiques, de leurs conséquences environnementales, et de nos difficultés politiques à agir dans la région...

Par conséquent, notre responsabilité est de poser des garanties. Nous pouvons le faire en encadrant ces activités dans la région, par des décisions multilatérales strictes – et j'insiste sur ce point, car on ne peut laisser la chose au seul gré des compagnies pétrolières et car la souveraineté des États n'est pas un argument opposable à l'impact largement transfrontalier qu'aurait une catastrophe environnementale.

Mais il faut aussi, et ce doit être le second aspect de notre réponse, développer rapidement de nouvelles sources d'énergie et mieux utiliser celles dont nous disposons, par davantage de sobriété et une plus grande efficacité énergétique.

Car le vrai problème est là : offrir à nos contemporains l'énergie dont ils ont besoin ! La mer peut de ce point de vue nous aider beaucoup, non seulement par l'éolien offshore, mais aussi par tout ce qui pourra être tiré de la houle et des courants.

La région où nous sommes montre aussi combien, avec de l'innovation, on peut fonder une économie sur de l'électricité renouvelable et au surplus utiliser cette électricité pour la mobilité, puisque la Norvège est sans doute – après Monaco, je tiens à le souligner – le pays où il y a la plus forte densité de véhicules électriques...

Enfin, l'avenir de l'Arctique pose la question du statut international de cette région qui doit être considérée comme un bien commun de l'humanité. L'idéal serait de pouvoir élaborer un traité s'inscrivant dans la ligne du Traité sur l'Antarctique qui depuis plus de cinquante ans a fait ses preuves – même si l'Arctique présente une géographie beaucoup plus complexe, dont nous devons tenir compte.

Il faut notamment trouver les mécanismes permettant de délimiter, en particulier en haute mer, des zones d'exclusion économique précises, et de soumettre toute activité nouvelle à une expertise scientifique rigoureuse et indépendante.

Tels sont, très brièvement, les points que je voulais évoquer en ouverture de ces débats, pour répondre à la question qui nous est aujourd'hui posée : celle de l'avenir de l'Arctique dans le contexte politique et énergétique actuel.

Je vous remercie.